

En Martinique, l'arrivée de la CRS 8 rappelle le douloureux passé de l'île avec cette unité de police

dimanche 22 septembre 2024, par [BIRKEN Maxime](#)

En réactions aux violences urbaines qui secouent l'île des Antilles, le déploiement de CRS en Martinique a été acté pour la première fois depuis 65 ans.

PATRICK MEINHARDT / AFP. Des CRS de l'unité 8 lors d'une patrouille dans un quartier de la périphérie de Mamoudzou, sur l'île de Mayotte, le 25 avril 2023 (Photo d'illustration).

MARTINIQUE - Une mesure tristement symbolique alors que la [Martinique](#) est confrontée à une [profonde crise liée au coût de la vie](#). La colère de la population s'est concrétisée par plusieurs nuits de violences urbaines qui ont poussé les autorités locales à instaurer un couvre-feu et à interdire les manifestations. Et ce samedi 21 septembre, il a été annoncé que la huitième [Compagnie Républicaine de Sécurité](#) (CRS) va être déployée sur l'île.

En route pour l'île depuis samedi soir selon l'AFP, confirmant une information de [BFMTV](#), la [CRS 8](#) va venir prêter main-forte au GAN (Groupe d'Appui de Nuit) sur place. Une décision qui est justifiée par l'importante circulation d'armes à feu sur l'île. Des policiers avaient d'ailleurs été [victimes de tirs à balles réelles plus tôt dans la semaine](#).

Cette unité d'élite spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines, créée en 2021 par Gérald Darmanin, avait déjà été [déployée en avril 2023 à Mayotte](#) pour renforcer les effectifs de l'opération de sécurisation de Mayotte, baptisée « *Wuambushu* ». Mais aujourd'hui cette décision pose question en raison du lourd passif de l'île avec les CRS.

Trois jeunes tués en 1959

Comme le rappelle justement [La 1^{re}](#) au lendemain de cette annonce sécuritaire, les policiers de la CRS 8 « *sont prioritairement engagés sur des missions de maintien et rétablissement de l'ordre, lutte contre les violences urbaines et les émeutes, assistance et renfort aux autres directions de la police nationale* » lorsque la menace est « *particulièrement forte* ».

Cette description résonne comme un triste écho aux émeutes de décembre 1959 en Martinique, date à partir de laquelle « *aucune compagnie républicaine de sécurité n'avait été autorisée à intervenir* » sur l'île, souligne le média ultramarin.

Cette année-là, trois jours de soulèvement provoqués par un banal accident de la route sur fond de crise économique et sociale avaient conduit à des émeutes entre la police nationale – dont un détachement de CRS – et de jeunes manifestants martiniquais. Bilan ? Trois jeunes tués par les forces de l'ordre, provoquant un grave choc chez les responsables politiques locaux, extrêmement surpris par la brutalité des forces de l'ordre déployées.

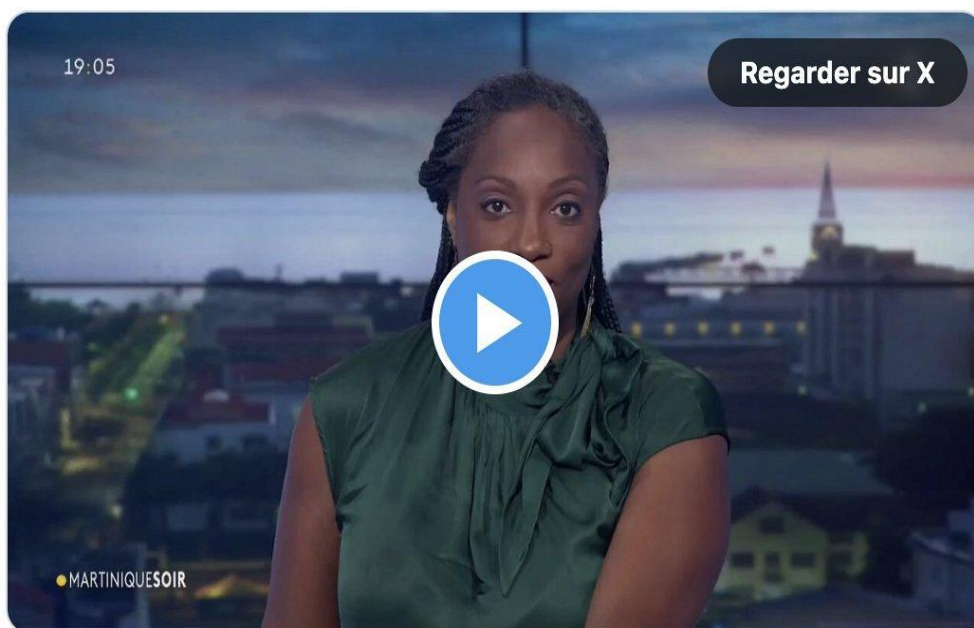


La1ère.fr

@la1ere · [Suivre](#)



Il y a 65 ans, les élus martiniquais obtenaient le départ de la CRS après les émeutes sanglantes de décembre 1959. Aujourd'hui, avec le changement d'époque et les émeutes en Martinique, la compagnie va faire son retour. Reportage de [@Martiniquela1e](#)



11:00 AM · 22 sept. 2024



302



Répondre



Copier le lien

[Lire 16 réponses](#)

En réaction, les élus martiniquais de tous bords politique avaient exigé « *que des conversations soient entamées immédiatement entre les représentants qualifiés des Martiniquais et le Gouvernement pour modifier le statut de la Martinique en vue d'obtenir une plus grande participation à la gestion des affaires martiniquaises* ». Dans un extrait de la motion du Conseil Général de Martinique le 24 décembre 1959, citée par *La 1^{re}*, le « *retrait de tous les CRS et des éléments racistes indésirables* » avait donc été acté et respecté... jusqu'à ce samedi 21 septembre 2024.

Maxime Birken